



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE**

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 121 - Période du 1 <sup>er</sup> au 30 Septembre 2015
--

# DECISIONS

**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**2ème alinéa**

**Fixation des tarifs de la restauration municipale**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de la restauration municipale, en tenant compte de l'évolution de l'indice INSEE du prix des repas dans un restaurant scolaire sur les 12 derniers mois, des investissements en matériel et de l'augmentation significative du coût des matières premières.

**DECIDE S/N 117-2015**

**ARTICLE 1**

De fixer les tarifs de la restauration municipale comme suit :

TARIFS Année scolaire 2015/2016 CUISINE CENTRALE MUNICIPALE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE		
TYPE	OBJET	tarif
<b>A</b>	<b>Repas "élèves des écoles prim et mat" Communes.</b>	
	*Mairie de BELBERAUD repas scolaires	
	*CENTRE DE LOISIRS DE BELBERAUD	
	*Mairie de PRESERVILLE repas scolaires	
	*CENTRE DE LOISIRS DE PRESERVILLE	
	*Mairie de LABASTIDE BEAUVOIR repas scolaires	
	*Association Loisir Education & citoyenneté Grand Sud	
	*CENTRE DE LOISIRS DU SICOVAL	
	Repas des élèves en école Primaire	3,61 €
	Repas des élèves en école maternelle	3,50 €
<b>B</b>	<b>Repas "INDIVIDUELS".</b>	
	C.C.A.S. / Régimes inclus frais de fabrication individuel	5,13 €
	Potage individuel	1,04 €
<b>C</b>	<b>Repas des stagiaires du CNFPT ou autres stagiaires</b>	<b>12,44 €</b>
<b>D</b>	<b>Repas du Club des Aînés St ORENS</b>	<b>8,22 €</b>

Tarifs de prestation unitaire fixés à la carte selon le barème suivant :			
E	Petit déjeuner:	Formule 1	0,65 €
		Formule 2	0,88 €
		Formule 3	2,00 €
	Collation:	Formule 4	1,05 €
	Cocktail:	Formule 6	2,45 €
		Formule 7	3,53 €
		Formule 8	5,99 €
	Apéritif dinatoire:	Formule 9	4,64 €
		Formule 10	6,50 €
F	Tarifs Plateaux repas		
	Formule 11	Menu plaisir " repas de travail "	6,79 €
	Formule 12	Menu gourmet	12,84 €
	Formule 13	Menu prestige	19,31 €
G	DIVERSES PRESTATIONS		
	Assistance Technique "tarif horaire"		19,96 €
	Frais de personnel: fabrication et service		4,44 €
	Forfait transport sur la commune de St. Orens		9,03 €
	Forfait transport hors commune de St. Orens		14,10 €

## ARTICLE 2

Les présents tarifs s'appliqueront à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2015.

## ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

## ARTICLE 4

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affichée et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 19 aout 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Mme le Maire

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 19/08/2015  
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4<sup>ème</sup> alinéa

Décoder l'actualité Santiago Mendieta

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

**VU** le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35.

**VU** la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4<sup>ème</sup> alinéa).

**VU** l'arrêté de subdélégation n° 23088 en date du 18 avril 2014 accordant subdélégation de signature à Monsieur Alain MASSA pour les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés.

**CONSIDERANT** la politique culturelle de la ville de Saint-Orens de Gameville en direction du livre et de la lecture, et le projet régulier de manifestations culturelles de la Bibliothèque Municipale, ainsi que la décision de programmation d'un cycle de rencontres « Décoder l'actualité »

DECIDE S/N118/2015

**ARTICLE 1**

Il est conclu avec Santiago Mendieta, une convention pour l'organisation d'une rencontre le jeudi 24 septembre 2015 à 19h à la Bibliothèque municipale.

**ARTICLE 2**

La commune versera cent euros à l'intervenant pour cette prestation.

Le règlement sera effectué par mandat administratif sur présentation d'une facture et d'un RIB, fourni par le prestataire à la fin de la prestation.

**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 11/09/15

Par délégation du Conseil Municipal

Par subdélégation de signature de Madame le Maire,  
Monsieur Alain MASSA



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

Et après transmission en préfecture le :

16/09/15

# CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

## Décoder l'actualité - 24 septembre 2015

### ENTRE LES SOUSSIGNES

1) Santiago Mendieta  
Désignée ici « le prestataire ».

Et

2) La Commune de Saint-Orens de Gameville – Bibliothèque municipale  
Représentée par Madame Dominique FAURE en sa qualité de Maire et en vertu de la  
décision n°118/2015 - Licences d'entrepreneur de spectacle : n°2-1078608 et n°3-  
1078609  
46, Avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens  
Désignée ici « le contractant ».

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1) Dans le cadre des rencontres « *Décoder l'actualité* » organisées par la Bibliothèque Municipale, Santiago Mendieta proposera le jeudi 24 septembre 2015 de 19h à 20h30, une conférence et débat autour des enjeux de la Méditerranée en lien avec la Revue *Gibraltar*.

2) Pour cette prestation, le contractant s'engage à régler des honoraires de cent euros (100€) TTC. Le règlement est effectué par mandat administratif sur présentation d'une facture et d'un RIB.

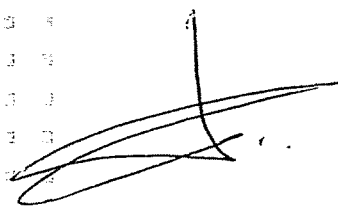
La bibliothèque municipale de Saint-Orens de Gameville s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour réussir la rencontre.

3) Le présent contrat se trouverait annulé de plein droit et aucune des deux parties ne pourra prétendre au versement de dommages et intérêts ou d'indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure pour les deux parties

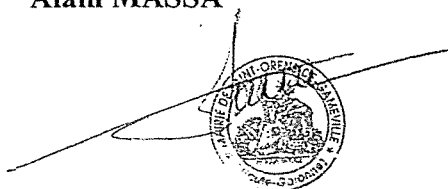
Fait à Saint-Orens, le

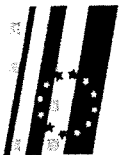
24 septembre 2015

LE PRESTATAIRE  
Santiago Mendieta



LE CONTRACTANT  
Par délégation du Conseil Municipal  
Par subdélégation de signature de Madame le Maire  
Alain MASSA





Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2015022  
Emplacement : G/3  
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par **M. BERGEON Jean-Claude** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 5 Rue des Tilleuls**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° 119/2015**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. BERGEON Jean-Claude et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPETUELLE**

**à compter du 1er septembre 2015.**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3560,00 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 3 septembre 2015.

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 07/09/2015  
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
8ème alinéa**

**le Maire de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

**Vu** l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et reprise des concessions dans les cimetières,

**Vu** le titre de concession n°2013007 du 24 avril 2013 qui accorde à Madame GARCIA Asuncion épouse MARAVAL une concession Quinzenaire au cimetière de NINARET - NC I, emplacement 18, moyennant le paiement de 473, 30 euros ,

**Vu** la demande de rétrocession reçue le 8 avril 2015,

**Considérant** que la concession est vide de toute sépulture et qu'il y a donc lieu d'accueillir favorablement la demande de rétrocession formulée le 8 avril 2015 par Madame GARCIA Asuncion épouse MARAVAL,

**DÉCIDE S/N° 120/2015**

**ARTICLE 1**

La rétrocession à la commune de la concession n° 2013007, au cimetière de NINARET - NC I, emplacement 18, demandée par Madame GARCIA Asuncion épouse MARAVAL, est acceptée.

Le montant à restituer à Madame GARCIA Asuncion épouse MARAVAL, sera calculé comme suit :

- **concession** : valeur initiale de 473, 30 euros, diminuée de 157 euros (somme restant acquise au CCAS de la commune), et de 42, 17 euros (correspondant à 2 années d'occupation), soit un montant de 274, 13 euros à restituer à Madame GARCIA Asuncion épouse MARAVAL.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 4 septembre 2015.

Pour le Conseil  
Par subdélégation de Mme le Maire,  
M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux finances et  
ressources humaines



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le 07/09/2015.



**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne  
☎ 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Portant signature de l'avenant 2 (201502002) au marché  
"Prestations de services bureautique"**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé du calcul du montant de la rémunération définitive proposé par le titulaire,

**DECIDE S/N° 121-2015**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'avenant n° 2 (201502002) du marché "prestation de services bureautique" ayant pour objet de fixer de façon définitive la rémunération de la société CLB Conseil ainsi que le calendrier des versements.

La rémunération, calculée sur les économies réalisées, s'élève à 20 336,88€ HT soit 24 404,26€ TTC dont le versement est échelonné sur 3 ans.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 17 septembre 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Par subdélégation de Madame le Maire,  
Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 28/09/2015  
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et  
Commande publique



DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

**CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - NC I**

Concession n° : 2015023  
Emplacement : 12  
Date Echéance : 25 août 2030

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par M. BIZEAU Eddy demeurant à LAUZERVILLE, 3 avenue de la Saune, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

**DECIDE S/N° 122/2015**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - NC I, au nom de M. BIZEAU Eddy et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION QUINZENAIRE**

**à compter du 25 août 2015**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **480,00 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

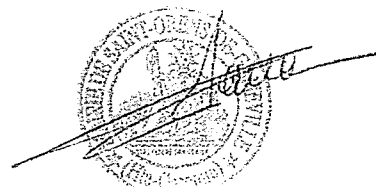
Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 8 septembre 2015

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire  
M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux Finances et  
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

10/09/2015



**VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4ème alinéa**

**Portant signature du marché "Création et maintenance  
d'un réseau wifi au Centre Culture Altigone"**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

**DECIDE S/N° 123-2015**

**ARTICLE 1**

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché "Création et maintenance d'un réseau wifi au Centre Culturel Altigone", à savoir celle formulée par la société EUROMEDIA, pour un montant de 27 296,40 € TTC (y compris la maintenance pendant trois ans).

**ARTICLE 2**

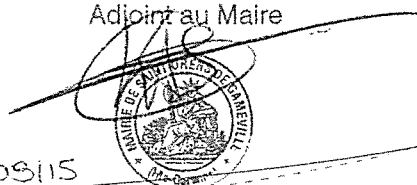
La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 8 septembre 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 10/09/15  
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et  
Commande publique

VILLE DE  
SAINT-ORENS  
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne  
☎ 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème alinéa

Portant signature de l'avenant n°1 aux lots 1 et 2 du  
marché "Edition d'un magazine d'information  
municipale"

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 5ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de la proposition faite d'avenant,

DECIDE S/N° 124-2015

**ARTICLE 1**

De signer l'avenant n°1 aux lots 1 et 2 du marché "Edition d'un magazine d'information municipale", ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 octobre 2015.

Les montants ainsi que les autres dispositions du marché restent inchangées.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 8 septembre 2015

Pour le Conseil Municipal,  
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS  
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 10/09/15  
Et publication, affichage ou notification le

Affaires sociales, Logement et  
Commande publique



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4<sup>ème</sup> alinéa**

**Convention avec l'Association pour la Sauvegarde du  
Patrimoine des Transports Urbains et Interurbains  
Toulousains (ASPTUIT)**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

**VU** le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35.

**VU** la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4<sup>ème</sup> alinéa).

**VU** l'arrêté de subdélégation n° 23088 en date du 18 avril 2014 accordant subdélégation de signature à Monsieur Alain MASSA pour les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés.

**CONSIDERANT** la politique de la ville de Saint-Orens de Gameville dans le cadre de la semaine européenne de la mobilité, et la volonté d'organiser un événement de sensibilisation aux déplacements durables, le samedi 26 septembre 2015.

**DECIDE S/N°125/2015**

**ARTICLE 1**

Il est conclu avec l'ASPTUIT, une convention pour l'organisation d'une animation le samedi 26 septembre 2015, de 8h à 14h, à côté du marché de plein vent (rue des sports).

**ARTICLE 2**

La commune versera 340 euros à l'association pour cette prestation.

Le règlement sera effectué par mandat administratif sur présentation d'une facture et d'un RIB, fourni par le prestataire à la fin de la prestation.

**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le

17 SEP 2015

Par délégation du Conseil Municipal

Par subdélégation de signature de Madame le Maire,  
Monsieur Alain MASSA



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

Et après transmission en préfecture le :

18 SEP 2015



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN

DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - NC II

Concession n° : 273  
Emplacement : I/13  
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**Vu** la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

**Vu** l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

**Vu** la demande présentée par **M. ESCUDIE Marcel et Mme SEGURA épouse ESCUDIE Aline** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 15 Rue Des Alisiers**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**Considérant** l'absence de décision prise en 1991, il convient de régulariser la situation en accordant un titre de concession dans les conditions en vigueur en 1991,

**DECIDE S/N° 126/2015**

**Article 1** - Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - NC II, au nom de M. ESCUDIE Marcel et Mme SEGURA épouse ESCUDIE Aline et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPÉTUELLE**

**à compter du 3 avril 1991**

**Article 2** - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **767,58 €**.

**Article 3** - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**Article 4** - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 11 septembre 2015

Pour le Conseil,  
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA

Adjoint au Maire aux Finances et  
Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

17/09/2015

**VILLE DE ST ORENS  
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL  
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**4<sup>ème</sup> alinéa**

**Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle  
Compagnie LES THERESES**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

**VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35.

**VU** la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

**VU** l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014 par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

**VU** le budget primitif de la Direction Petite Enfance,

**CONSIDERANT** le projet de prestation pour le spectacle de Noël

**DECIDE S/N° 127/2015**

**ARTICLE 1**

Il est conclu avec l'association « LES THERESES » – 6, impasse Marcel Paul – Zone Industrielle de PAHIN – 31170 Tournefeuille, représentée par Monsieur Christian FAGET, Président, un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle pour deux représentations sur le territoire de Saint-Orens de Gameville le vendredi 11 décembre 2015, l'une à 09 H 45 et l'autre à 10 H 45 pour un montant de 800,00 Euros TTC.

**ARTICLE 2**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 21 septembre 2015

Pour le Conseil Municipal  
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA  
Adjoint au Maire aux Finances et  
Ressources Humaines



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 24/09/2015  
Et publication, affichage ou notification le

## CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE N° 17/12/15

Entre les soussignés :

Nom de l'Entreprise : LES THÉRÈSES

Forme Juridique : Association loi 1901

Représentée par : Christian FAGET - Président

Adresse : Impasse Marcel Paul - Zone Industrielle PAHIN 31170 TOURNEFEUILLE - FRANCE

Tél 05.61.07.14.29 - Fax 05.62.13.94.41- E.mail : thereses@lesthereses.com

N° SIRET : 420 804 940 000 39

Code APE : 9001Z - N° Licence d'entrepreneur 2/1023023 et 3/1023024 - Détenteur : Christian FAGET

Ci-après dénommée PRODUCTEUR,

Et :

Nom de l'organisateur : MAIRIE DE SAINT ORENS

Adresse : 46 AVENUE DE GAMMEVILLE

Code Postal : 31650 Ville : SAINT ORENS

Mail : claire.lalou@mairie-saint-orens.fr

Téléphone : 05 61 39 00 00

N° SIRET : 213 105 067 00010 Code A.P.E : 8411Z

N° LICENCE :

Représenté par Mme FAURE Dominique agissant en qualité de Maire

Ci-après dénommée ORGANISATEUR,

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

### Article N° 1 : OBJET DU CONTRAT

« LES THERESES » dispose du droit de représentation en France (ou dans le pays concerné par la tournée) du spectacle ci-dessous.

LE PRODUCTEUR, s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, les représentations du spectacle susnommé pour la Maison de la Petite Enfance de St Orens.

Il assurera la responsabilité artistique de la représentation.

Titre	Présenté par	Date / Horaires	Durée	Nb	Public / Lieu
RIRI SE FAIT LA MALLE	La Cie A Cloche pied	le 11/12/2015 10h45	25 mns	1	Salle des Aînés
RIRI SE FAIT LA MALLE	La Cie A Cloche pied	le 11/12/2015 9h45	25 mns	1	Salle des Aînés

### Article N° 2 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

1 - Le PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté, avec tous les éléments (sauf ceux à la charge de l'ORGANISATEUR selon l'article 3) nécessaires à la représentation.

2 - En qualité d'employeur, le PRODUCTEUR assumera les rémunérations de son personnel et sera responsable du règlement de ses propres charges sociales et fiscales.

3 - Le spectacle comprendra les décors, costumes et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation. Le PRODUCTEUR en assurera le transport aller et retour, et effectuera les éventuelles formalités douanières.

### Article N° 3 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

1 - L'ORGANISATEUR obtiendra toutes les autorisations nécessaires à la représentation.

2 - L'ORGANISATEUR s'engage à effectuer la publicité relative au spectacle. Il s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le producteur et observera les mentions obligatoires.

3 - L'ORGANISATEUR assurera la sécurité de la représentation, celle du public, des artistes et du matériel. Il déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés au spectacle.

4 - Spectacle non déposé à la SACD. Vous ne devez pas de droits d'auteur.



#### Article N° 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'ORGANISATEUR s'engage à verser à « LES THERESSES" en contrepartie de ce qui précède la somme dont la répartition se fait comme suit :

L'Association « LES THERESSES» n'est pas assujettie à la TVA.

Objet	Mairie de saint
CACHET ARTISTIQUE	800,00
<b>TOTAL A PAYER</b>	<b>800,00</b>

#### Article N° 5 : RÈGLEMENTS

Tous les règlements seront effectués sur présentation d'une facture après le spectacle sauf mention contraire, par mandat administratif établi à l'ordre de « LES THÉRÈSES ».

#### Article N° 6 : ASSURANCES

Le Producteur est tenu d'assurer contre tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques.

L'Organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans le lieu de représentation.

#### Article N° 7 : ENREGISTREMENT PARTIEL OU INTÉGRAL DU SPECTACLE

Les représentations faisant l'objet du présent contrat ne pourront être enregistrées et/ou retransmises sous quelques formes que ce soit, sans accord préalable entre les deux parties.

#### Article N° 8 : ANNULATION DU PRÉSENT CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnue par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation du contrat du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas d'intempéries, et en l'absence de lieu ou d'horaire de repli, l'intégralité du prix de cession du spectacle serait due au producteur.

#### Article N° 9 : COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal compétent.

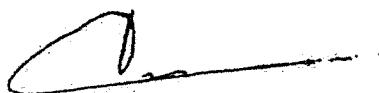
#### Article N° 10 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Arrivée des artistes prévue à 8h00 le vendredi 11 décembre 2015.

Fait à Tournefeuille, le 24/08/2015. EN DEUX EXEMPLAIRES.

LE PRODUCTEUR

L'ORGANISATEUR,



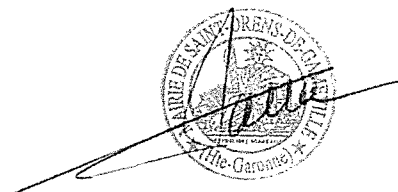
**Les Thérèses**

ZI de Pahin

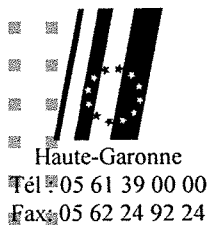
6, impasse Marcel Paul  
31170 TOURNEFEUILLE

Tél. 05 61 07 14 29

N° SIREN 420 804 940 - APE 9001 Z



ARRETES



**ARRETE MUNICIPAL RELATIF  
AUX DEROGATIONS AU REPOS DOMINICAL  
18 octobre et 6, 13 et 20 décembre 2015**

**Madame Dominique FAURE  
Maire**

Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code du travail, et notamment ses articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et notamment son article 257,

Vu l'arrêté municipal n° 23670 autorisant le dimanche 11/01/2015 de l'ensemble des commerces en détail de la commune,

Vu l'accord de bonne conduite sur la limitation des ouvertures des commerces les dimanches et jours fériés en Haute-Garonne en date du 05 janvier 2015 signé par les organisations patronales,

Vu la consultation effectuée, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 16 juillet 2015, auprès des principales organisations patronales et syndicales, consultation dont la date limite était fixée au 15 septembre 2015.

Considérant qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce.

Considérant que la procédure de consultation des organisations patronales et syndicales a été organisée en juillet, les avis de ces différentes organisations devant être rendus au plus tard le mardi 15 septembre. Ont émis un avis favorable : le MEDEF, la CGPME 31, le CDC, la CFTC. La CFE-CGC a quant à elle rendu un avis favorable sous réserve d'un accord de l'ensemble des structures ayant des représentants syndicaux d'ouvrir dans des conditions légales de dédommagement. La CGT a en revanche émis un avis défavorable.

**ARRETONS SOUS N° 24 521**

**ARTICLE 1**

Les commerces de détail employant des salariés de la commune de Saint-Orens de Gameville sont autorisés à ouvrir les dimanches suivants :

CAS GENERAL                      les dimanches 6, 13 et 20 décembre 2015

BRICOLAGE                          le dimanche 18 octobre 2015

**ARTICLE 2**

Les apprentis ne pourront pas travailler ces jours-là.

**ARTICLE 3**

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les dimanches mentionnés aux articles précédents.

**ARTICLE 4**

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

## ARTICLE 5

Les dispositions du Code du travail concernant notamment l'interruption du travail à l'occasion du repas ou l'amplitude de la durée du travail seront naturellement applicables.

## ARTICLE 6

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être **OBLIGATOIREMENT** donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le **15 Février 2016** pour l'année 2015.

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

L'employeur devra afficher dans son établissement les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect.

Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (application de l'article L.3132-27 du Code du travail).

## ARTICLE 7

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

## ARTICLE 8

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

## ARTICLE 9

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

## ARTICLE 10

Lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

## ARTICLE 11

Le présent arrêté sera affiché, publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et une copie sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens

Le Directeur de la DIRECCTE

Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**Fait à Saint-Orens de Gameville, le 30 septembre 2015**

Madame le Maire  
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 07/10/2015

Affichage le : 07/10/2015

Publication le :

VILLE DE SAINT

ORENS



Haute-Garonne  
Tél. 05 61 39 00 00  
Fax: 05 62 24 92 94

D. FAURE

Maire

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT  
FERMETURE DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CHEMIN DE  
MONPAPOU**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants,

**VU** l'article 11 du règlement intérieur de l'aire d'accueil des gens du voyage (chemin de Monpapou),

**Considérant** la nécessité de fermer l'aire d'accueil des gens du voyage pour réaliser les travaux d'entretien dans de bonnes conditions de sécurité et de confort pour les occupants,

**ARRETONS SOUS N° 24 491**

**ARTICLE 1**

L'aire d'accueil des gens du voyage, située chemin de Monpapou à Saint-Orens de Gameville, sera fermée **du vendredi 16 octobre 2015 à 12h00 au lundi 2 novembre 2015 à 8h30.**

**ARTICLE 2**

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie
- le SMAGV/MANEO
- la Police Municipale
- l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage – Chemin de Monpapou à Saint Orens de Gameville

Fait à Saint Orens de Gameville, le 14 Septembre 2015

Madame le Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le  
Et publication, affichage ou notification le

21 SEP. 2015

21 SEP. 2015



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR  
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussignée, Madame PERISSE Michèle, association Altidanse, domicilié au centre culturel « Altigone » – 06, place Jean Bellières – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Place Jean Bellières, à l'occasion de l'anniversaire des 40 ans de l'école de danse.

Le 22/09/15  
P/O [Signature] H. Jacinto

**ARRETE DU MAIRE N : 24484**

Je soussignée, Dominique FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la santé publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au maire, en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Madame PERISSE Michèle, association Altidanse, domicilié au centre culturel Altigone – 06, place Jean Bellières – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

**Article unique :**

Madame PERISSE Michèle, association Altidanse, domicilié au centre culturel « Altigone » – 06, place Jean Bellières – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, est autorisée à établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Place Jean Bellières, à l'occasion de l'anniversaire des 40 ans de l'école de danse.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,  
Le 17 septembre 2015.

Serge JOP  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Anciens Combattants

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 22 sept 2015.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 22 sept 2015.



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT  
SUR UNE PARTIE L'AVENUE DE GAMEVILLE A L'OCCASION DE LA  
JOURNEE DE LA MOBILITE URBAINE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour le bon déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune de Saint-Orens de Gameville et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement.

**ARRETE N°24483/2015**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune Saint-Orens de Gameville, **le stationnement de tous types de véhicules, à l'exception des véhicules des organisateurs de la journée de la mobilité urbaine, sera interdit sur les places de stationnement de l'avenue de Gameville situées entre l'intersection rue Pablo Néruda / av. de Gameville et l'intersection rue des Sports / av. de Gameville, le long du parking Henri Puis.**

**LE SAMEDI 26 SEPTEMBRE 2015  
DE 7H00 A 15H00**

**Le stationnement pourra être rétabli avant 15h00 le samedi 26 septembre sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise par la constatation de la fin de la manifestation.**

## **ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire correspondante sera installée par les Services Municipaux

## **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## **ARTICLE 7**

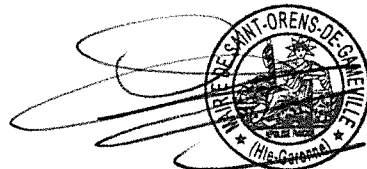
Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 11 septembre 2015,

Fabien JACQUEL  
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Acte certifié exécutoire après affichage le : 25 septembre 2015  
Et après transmission en Préfecture : Néant





**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DU DE LA CIRCULATION ET DU  
STATIONNEMENT SUR UNE PARTIE LA RUE DES SPORTS A  
L'OCCASION DE LA JOURNEE DE LA MOBILITE URBAINE**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour le bon déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune de Saint-Orens de Gameville et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement.

**ARRETE N°24482/2015**

**ARTICLE 1**

Afin de permettre le déroulement de la journée de la mobilité de la urbaine organisée par la commune Saint-Orens de Gameville, **la circulation et le stationnement de tous types de véhicules, à l'exception des véhicules des organisateurs, des services d'urgence, des riverains et des services municipaux seront interdits rue des Sports de l'intersection rue des Sports / rue des Chasselas à l'intersection rue des Sports / rue du Centre.**

**LE SAMEDI 26 SEPTEMBRE 2015  
DE 7H00 A 15H00**

**La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur tout ou partie de la rue des Sports avant 15h00 sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.**

## **ARTICLE 2**

**La circulation sera déviée par la rue des Chasselas, la rue des Mûriers et l'avenue Augustin Labouilhe.**

## **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire correspondante sera installée par les Services Municipaux

## **ARTICLE 4**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 5**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

## **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

## **ARTICLE 7**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

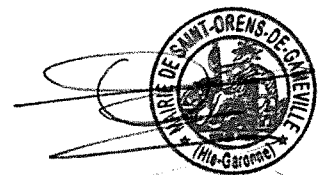
## **ARTICLE 8**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
Le 11 septembre 2015,

**Fabien JACQUEL**  
Adjoint au Maire



**Mobilité urbaine et Transports**

Acte certifié exécutoire après affichage le : 26 septembre 2015  
Et après transmission en Préfecture : Néant



## **ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « FIRMIS »**

**Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,**

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

**VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

**VU** l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes..

**VU** la demande de Madame ORTUNO domiciliée 13, rue de Firmis à Saint-Orens en date du 30 avril 2015, à l'occasion du repas de quartier Firmis le dimanche 20 septembre 2015.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Firmis organisé par Madame ORTUNO et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRETE N°24481 / 2015**

### **ARTICLE 1**

**Afin de permettre la manifestation « repas de quartier Firmis », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue de Firmis dans sa totalité :**

**DIMANCHE 20 SEPTEMBRE 2015 DE 9H00 A 19H00**

### **ARTICLE 2**

**La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.**

### **ARTICLE 3**

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

### **ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,  
Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 7**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- à Monsieur le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
Le 11 septembre 2015,

**Fabien JACQUEL**  
Adjoint au Maire



**Mobilité urbaine et Transports**

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 20/09/2015  
Et après transmission en Préfecture : Néant



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR  
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Place Jean Bellières, à l'occasion du vide grenier qui aura lieu le 13 septembre 2015.

Le... 9.5.15

**ARRETE DU MAIRE N° 24477**

Je soussignée, D. FAÛRE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la santé publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 24170 du 02 juin 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au maire, en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de sécurité, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

**Article unique :**

Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville - Place Jean Bellières, à l'occasion du vide grenier qui aura lieu le 13 septembre 2015.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,

Le 31 août 2015.

Serge JOP  
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Communication, Protocole,  
Défense et Anciens combattants

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 05 septembre 2015  
Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 05 septembre 2015